

d'agir en ingénieurs sociaux et non plus en prophètes vaticinants. La mystique du Plan, dont on parle tant, n'est pas du tout un accès de mysticisme.

Dès lors, les citoyens de 1934 peuvent se grouper et se mettre d'accord, non pas selon leurs idées personnelles sur la transsubstantiation, mais selon qu'ils acceptent ou non la déflation ou la dévaluation. Encore est-ce trop dire, car la théologie reprend ses droits, à l'occasion de vocables abstraits et loin des faits. Rassemblons les gens, sans trop nous soucier d'où ils viennent, autour de mots d'ordre simples et de projets concrets. Peu importe ensuite si nous appelons cela un parti ou autrement. Le sûr est que désormais le Français moyen se refusera énergiquement à faire confiance à des étiquettes. Il voit trop où cela a mené le régime, par incapacité de s'entendre pour agir et gouverner.

Les chefs de parti, étant grands-prêtres, et vivant de l'autel, ne pouvaient naturellement s'allier. Eh bien! c'est fini: les fidèles, dans cette crise, se sont fait une âme de terrassiers. Ils attendent, pioche en main, que des techniciens responsables tracent les plans et définissent à chacun sa tâche. C'est tout, et cela n'est pas peu de chose. Car c'est le signe d'une révolution, si ce n'est l'essentiel de cette révolution.

La grande masse des Français et des Françaises sont certainement d'accord avec M. Déat pour penser que l'actuelle organisation des partis est périmée et qu'au milieu des difficultés où nous nous débattons, c'est en travaillant tous en commun et non en nous divisant que nous sauverons le pays de la crise morale et économique qu'il traverse.

Alors, dira-t-on, si les partis sont périmés, est-il bien nécessaire que les féministes y entrent ou y demeurent? Ne pouvons-nous nous craindre qu'elle ne s'y déforme et ne voient plus les choses sur leur plan véritable?

Il y a là évidemment un cas de conscience mais qui ne doit pas nous émouvoir outre mesure. N'ayant jamais préconisé l'entrée en masse des femmes dans les partis, nous avons toute confiance dans la solidité de jugement de celles qui y sont entrées et qui, à notre avis, doivent y demeurer, jusqu'au moment où une transformation aura lieu. Il est de toute nécessité que des femmes dévouées et désintéressées suivent de très près, dans les partis, toutes les propositions et toutes les réformes préparées par eux, celles-ci pouvant avoir une répercussion sur le sort des femmes.

En effet, les partis politiques ne font pas, quoi qu'on dise, uniquement de la politique; ils ont à s'occuper des questions économiques, sociales, juridiques et si nous ne sommes pas aux côtés de ceux qui proposent ces réformes nous serons oubliées ou sacrifiées.

Dernièrement encore, nous avons eu l'occasion de nous rendre compte que, sur les questions du travail notamment nous ne devions à aucun prix laisser préparer en dehors de nous les solutions à la crise actuelle. Il paraît si simple de remplacer les femmes par les hommes pour remédier à tout!

Le plus curieux, c'est que les ouvriers eux-mêmes sont moins tentés de demander la suppression du travail féminin que les hommes de la bourgeoisie qui ont pris l'habitude de considérer comme naturel que leur femme n'ait pas de profession et sont tentés de généraliser avec la meilleure foi du monde. « La femme n'a qu'à rester chez elle ». Et nous les voyons même s'indigner quand nous leur demandons au nom de quels principes ils s'arrogeraient le droit de décider légalement du sort de millions de femmes!

En ce qui concerne l'incapacité de la femme mariée, nos amies devront suivre de très près aussi les réactions qui peuvent se produire dans les différents partis, sinon elles risquent d'avoir des surprises désagréables!

En résumé, bien que fort loin d'admirer l'organisation et l'esprit actuels des partis, nous considérons que tant qu'ils existent, nous ne devons pas rester en dehors de travaux qui peuvent nous atteindre dans notre vie civique, sociale et familiale.

C. Brunshvieg.

Devons-nous rester dans les partis politiques?

L'un des fondateurs du nouveau parti socialiste de France, M. Déat, a fait récemment dans *La République* un article fort remarquable sur la crise des partis qui ne sont plus, dit-il, adaptés aux besoins de l'heure:

Nous sommes bien obligés de nous rendre compte que quelque chose dans la constitution des partis est périmé, que quelque chose est en train de disparaître définitivement, qui devra d'ailleurs être remplacé, on ne sait pas encore très bien par quoi.

...Je ne considère que les partis, en tant que méthode de groupement, en tant qu'outils de propagande, en tant qu'instruments électoraux. Et je suis bien obligé de les considérer comme usés, ou plus exactement comme dépassés, comme inadaptés aux circonstances nouvelles.

Et à la fin cette conclusion:

Peut-être le moment est-il venu, pour les groupements politiques, de se mettre à la mesure de leur époque. Et d'agir scientifiquement, autant qu'ils pourront. Car il n'est pas question de sauver ce pays en lui prêchant une religion nouvelle, mais de répartir le travail disponible, de ranimer la consommation, de régler le crédit, bref,

1934-14-06

n° 1104.